

api

INFORMATIONS
REGIONALES

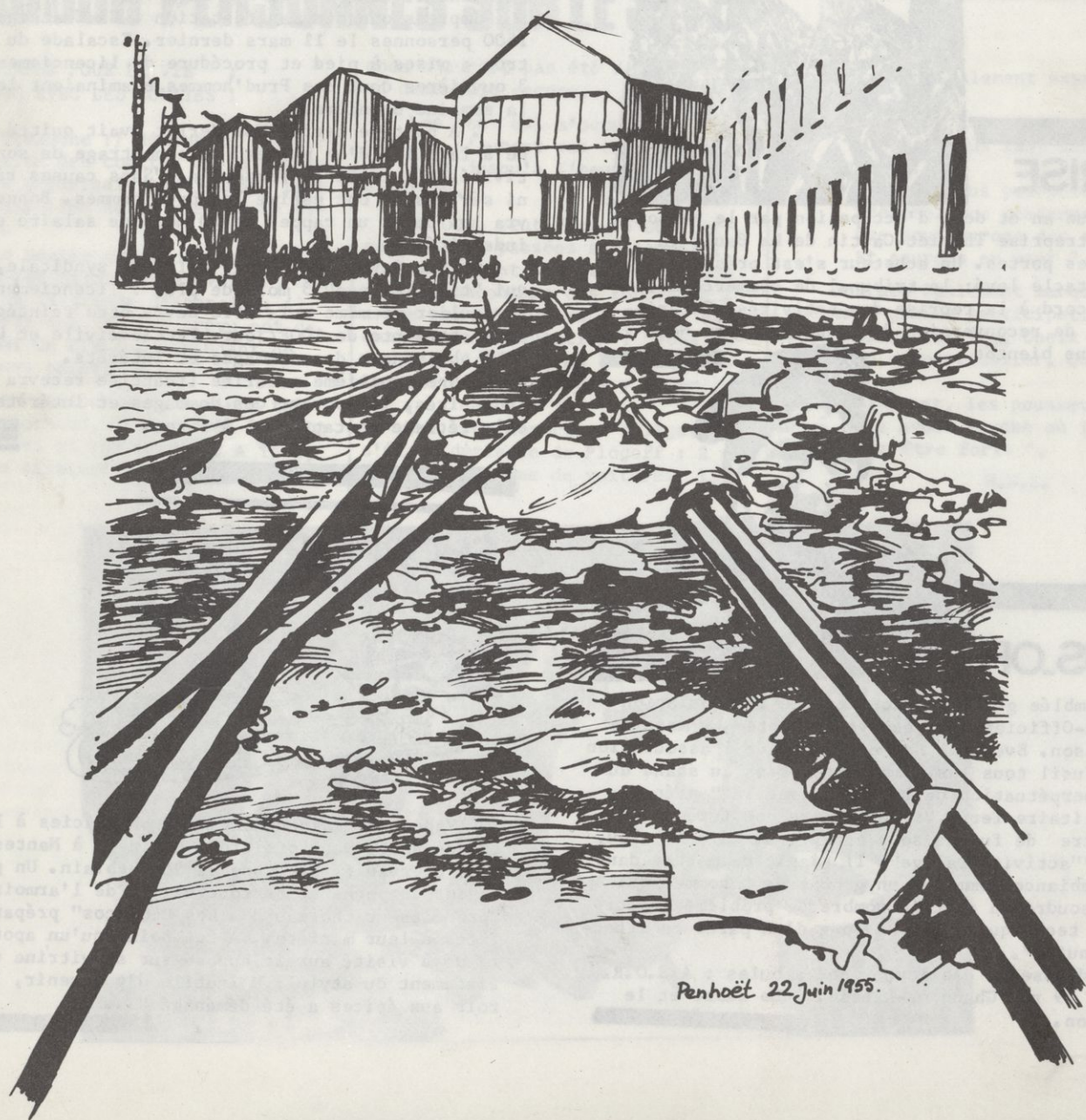
HEBDO

n° 57 / du 26 dec au 9 janvier

dir. B.Lambert

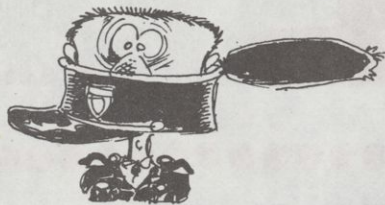
3,50 F

LE COUP DE LA PANNE ELECTRISE ST NAZ



NOUVELLES BREVES

Ph. B



ACCROC

Le 7 octobre dernier, place Graslin, le manutentionnaire Fricaud s'en était pris à un gardien de la paix, déchirant quelque peu la veste de son bel uniforme. "Violences et voies de fait à agent de la force publique et ivresse": le tribunal de Nantes condamnait Fricaud à 3 mois ferme et 80F d'amende, et faisait tomber un sursis précédent (6 mois en janvier pour coups et blessures).

La Cour d'Appel de Rennes a confirmé le jugement "Circonstances atténuantes"... mais "persistance du prévenu à se montrer brutal et violent".



REPRISE

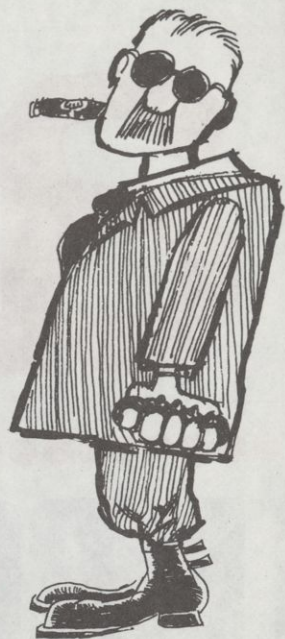
Après un an et demi d'occupation par le personnel, l'entreprise Thiriet-Cattin de La Baule va rouvrir ses portes. Un acheteur s'est présenté. Autre obstacle levé: le tribunal de commerce a donné son accord à la reprise des activités. En principe, pas de reconversion de la production. Nous y reviendrons bientôt.



SOUS.OFF

Assemblée générale récemment de l'Association des Sous-Officiers de réserve de Nantes, au mess de la garnison. Eventail des activités de l'association Tir au fusil tous les dimanches matins au stand du Bêle; perpétuation de l'espèce avec la "préparation militaire Terre": on y forme nos futurs gradés, voire de futurs sous-officiers. Mais le clou, c'est l'"activité-rallye". Il s'agit de mettre dans une "ambiance commando un groupe de 6 hommes qui doit résoudre un certain nombre de problèmes tactiques et techniques tout au long d'un parcours effectué de nuit".

L'adresse de ces joyeux noctambules: A.S.O.R. Nantes, 29 rue. Chanoine-Larose... Le sabre et le goupillon...



OUTRECUIDANCE

Retour sur la scène de Maxime Bonnet, le "Furnon vendéen". Le Conseil des Prud'hommes de La Roche-sur-Yon vient de condamner ce patron de choc qui n'aime pas les syndicats "politisés".

Patron de la SOEXCOVE à Cheffois et de MAX-MIBRI à La Chataigneraie, Bonnet avait transformé ses usines en "bagne organisé" pour les ouvrières de la jeune section CFDT créée en décembre 77. Avertissements, "gymkhana" automobile sur des distributeurs de tracts, coups et blessures sur la personne d'un huissier venu constater le refus de laisser rentrer à l'atelier les ouvrières syndiquées... Chronométrages, brimades, insultes, menaces, ségrégation et isolement... (cf. APL n°23-24, mars 78)

Impressionnante manifestation à La Chataigneraie: 1500 personnes le 11 mars dernier. Escalade du patron: mises à pied et procédure de licenciement. 3 ouvrières dont les Prud'hommes examinaient le cas la semaine dernière.

A bout de nerfs, Mme Merlet avait quitté l'usine à la suite d'un nouveau chronométrage de son activité. Licenciée le lendemain. "Sans causes réelles ni sérieuses" ont estimé les prud'hommes. Bonnet devra lui payer un rappel de 10 mois de salaire et des indemnités.

Pour Catherine Marot, déléguée syndicale, et qui "tint le coup" 3 mois de plus: licenciement irrégulier et même nul. Elle devra être réintégrée, sous astreinte de 100F/jour. Partie-civile et UD CFDT obtiennent des dommages et intérêts.

Une troisième salariée licenciée recevra des indemnités, le montant des dommages et intérêts qu'elle réclame restant seul à fixer.

SHOPPING



Vague de "casses" dans les pharmacies à l'approche de Noël. Deux officines visitées à Nantes, d'autres à Orvault, Ste Luce et St Herblain. Un peu d'argent de poche et surtout visite de l'armoire aux "produits du tableau B". Les "toxicos" préparent les fêtes à leur manière... A tel point qu'un apothicaire déjà visité aurait apposé sur sa vitrine un avertissement du style: "Inutile d'y revenir, le tiroir aux épices a été démenagé"...

CHRONIQUE NUCLEAIRE

LE PELLERIN
D.U.P., DATE LIMITE LE 11 JANVIER

La déclaration d'utilité publique concernant la centrale nucléaire du Pellerin n'a plus que jusqu'au 11 janvier pour paraître. Date au delà de laquelle l'enquête d'utilité publique de juin 77 serait caduque...

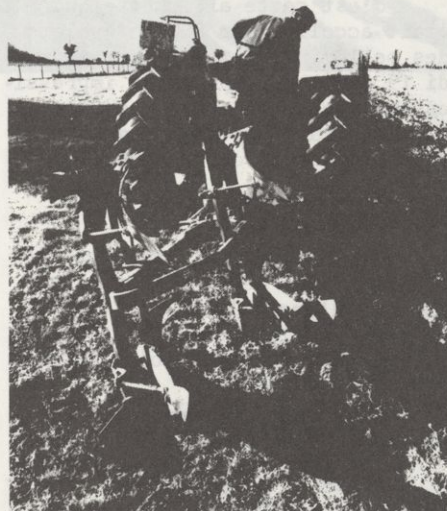
Nous en sommes donc à la dernière phase. C'est encore contre un projet de papier que se battent les populations. Au 11 janvier nous saurons si la décision de construire la centrale est officielle ou non. Dans ce moment particulièrement aigu, la mobilisation continue à s'amplifier, avec plusieurs

éléments nouveaux:

- au cours de la journée ville morte, "réussie à 150%", la grève toute la journée dans plusieurs usines du Pellerin.

- dans les centrales syndicales départementales, la véritable mobilisation de la CFDT pour la journée du 17, et la situation spéciale dans la CGT où la nouvelle position favorable au site du Pellerin n'a pas réussi à s'imposer.

- le renouveau des actions directes sur Nantes : intervention au conseil municipal, à FR3, et surtout la première action de masse des lycéens contre la centrale du Pellerin...



10000 PERSONNES SUR LE SITE

" JOURNEE POUR LA VIE " :
10 000 AVEC LES COMITES !

Dimanche 17 décembre, la coordination des comités de la Basse-Loire organisait une journée pour "le maintien de la vie sur le site".

Le nombre exact des participants est difficile à évaluer, du fait de la grande dispersion: il est vrai que le site prévu est de 310 ha! On dispose cependant de quelques points de repère...

Les agriculteurs avaient tué trois cochons, transformés en 1900 saucisses et 700 boudins. A 15 h, ils se disaient qu'un quatrième co-

chon n'aurait pas été de trop : on en demandait encore...

Les gens qui s'occupaient du parking n'auront pas eu un instant de répit jusqu'à l'heure de la dissolution...

10 000, peut-être 15 000 personnes sont passées sur le site. Ceux qui n'ont pas été découragés par les racontars des forces de l'ordre qui en plusieurs points bloquaient la circulation : "Vous savez, sur le site, on brûle toutes les voitures. Faut pas y aller..."

Une très nombreuse délégation s'était déplacée de Plogoff : 2 camions plus une dizaine de voitures. Ils

se sont principalement exprimés en chansons :

" Monsieur le président,
Plogoff vous fait une lettre
(...)
Si vous nous poursuivez,
Prévenez vos gendarmes
Que nous aurons des armes
Et saurons en user "

Journée également marquée par une très grande participation des populations locales, Cheix et le Pellerin en particulier. Quelqu'un a dit :

" Ca y est, les poussettes sont là... Nous avons touché où il fallait pour être forts "

M.N.S.



VILLES MORTES

NOUS SOMMES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
PAS LA CENTRALE.

" Nous participons à la ville morte, NON à l'arbitraire à la centrale. "

C'est cette affichette qui était accollée sur 80% des volets des pellerinais et des cheixois mardi 19 décembre. Spectacle impressionnant que cette sourde opposition à la centrale après la démonstration imposante de dimanche.

ECOLES

Maternelle, CEG, école privée avaient fermé leurs portes. Aucun service d'accueil n'y était assuré. Mais vu le succès de la ville morte, il n'en était point besoin.

COMMERCES

Dans l'annuaire, on peut répertorier 60 commerces. Pour une petite ville, c'est très important. Ils étaient tous fermés, y compris le Crédit Agricole. Seule "Electricité Générale" a fonctionné derrière une vitrine baissée...

La Mairie était fermée, drapeau en berne. Service minimum à la poste assuré par le receveur. Le reste du personnel était en grève.

USINES EN GREVE

■ La CEMO

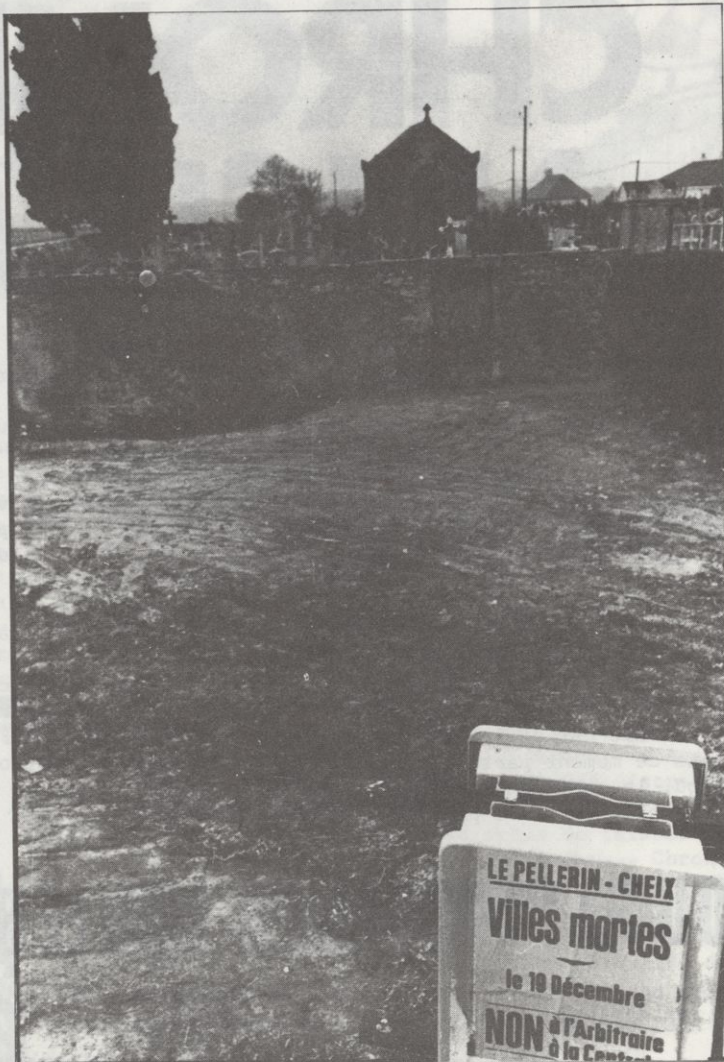
Petite usine de montures de lunettes, une cinquantaine de salariés. Pour ce jour là, 32 travailleurs avaient décidé de faire grève. Le patron consulté a alors donné la consigne de fermer l'entreprise. Ceux qui voudront pourront récupérer les heures. L'affichette était collée sur la porte de l'usine.

■ La PPB

Ciments Lafarge : matériaux de construction. Mardi matin, il n'y avait que 5 voitures devant l'usine (contre 20 habituellement). Mais personne n'a été vu au travail de toute la journée.

■ Les COTEAUX - PORT AUTONOME

La CGT des Coteaux a organisé un vote auprès des syndiqués une dizaine de jours avant la ville morte. Pour ou contre une journée de grève le 19 ? Le "non" l'a emporté nettement. Il est à souligner qu'1/4 des travailleurs des Coteaux n'habitent pas Le Pellerin. Tous jours est-il que le jour de la ville morte, ils ont été 42 à faire grève : donc moins du 1/3 des gars à travailler.



■ LEPINE

Entreprise déjà bien connue pour ses contrats avec EDF: location des "mairies annexes" pendant l'enquête d'utilité publique (juin 77); tentative d'installation d'une station de pompage sur les terrains du Port Autonome (déc.77). Eh bien, monsieur Lépine avait conseillé à ses ouvriers d'aller travailler sur des chantiers extérieurs au Pellerin...Ils ont préféré débrayer toute la journée...



AGRICULTEURS

La laiterie n'a guère ramassé de bidons de lait ce jour-là. A La Tancherie par exemple, sur la commune de Cheix, les agriculteurs en grève eux aussi se sont débrouillés pour stocker le lait un jour de plus.

Il faut compter aussi avec les nombreux habitants et habitantes qui ne travaillent pas sur les 2 communes mais à Nantes ou dans les environs, et qui ne se sont pas rendus à leur travail le 19. Ouvriers d'Indret ou de la SNIAS, enseignants, employés des PTT, etc.

C'est la première fois semble-t-il en France que des usines sont en grève contre l'implantation d'une centrale nucléaire. Ça montre la force du mouvement qui, sur les 2 communes de Cheix et du Pellerin au moins, ne se limite pas aux couches sociales traditionnellement les plus motivées par les luttes anti-nucléaires (agriculteurs, enseignants, jeunes).

Enfin, beaucoup de participants à la ville morte se sont demandés s'il n'y avait pas un vague rapport entre la "drôle de panne" d'EDF et la décision imminente sur Le Pellerin.

M.N.S.



UN BON CONSEIL DE NANTES ?

Nantes : conseil municipal animé lundi dernier. Une cinquantaine de "citoyens nantais responsables" était venue poser quelques questions sur le nucléaire à "nos élus de la gauche".

A l'ordre du jour, parmi d'autres questions, le conseil devait adopter un vœu hostile à la construction d'une centrale au Pellerin.

L'occasion était trop belle. Il fallait que Chénard et ses adjoints répondent publiquement puisque, malgré des entrevues répétées, aucune mesure concrète n'était prise par la ville de Nantes à ce sujet.

Les "citoyens" demandèrent donc - que la Mairie de Nantes prenne position publiquement sur la centrale du Pellerin;

- qu'elle édite un bulletin municipal spécial sur le sujet, comme cela a déjà été fait à St Herblain;

- qu'elle mette sur pied une information locale avec expositions, débats sur plusieurs jours, en liaison avec les associations écologiques.

Enfin, quelle serait la position de la Mairie si elle était tenue d'aider concrètement à la réalisation du projet, en prêtant terrains et locaux pour l'hébergement des CRS par exemple ?

Très vite le débat tourna court : les élus refusant la discussion... A peine la banderolle était-elle déployée au milieu de la salle que M. Batard (PC) se dressait et exigeait du maire qu'il lève la séance. "Nous ne discuterons pas sous la contrainte... Nous sommes des élus". On craint l'arrivée des flics surtout lorsque Chénard indiqua : "si ça continue, je fais appel aux forces de..." Il s'arrête. Il y a encore des mots qui pour l'instant ne passent pas facilement.

Chacun campe sur ses positions. Les "citoyens responsables" s'installent au centre, et les élus courroucés font tapisserie.

Dans un coin, les Radicaux de Gauche se frottent les mains. Ils ont perdu quelques plumes au début de la soirée et ne sont pas mécontents de cet appui inespéré. En effet, lors du vote précédent, ils ont proposé un amendement pour que le conseil ne se prononce pas sur un vœu "bateau" mais sur quelque chose de clair. Il faut que "le Conseil Municipal de Nantes se déclare hostile à toute nouvelle construction de centrale nucléaire dans notre pays tant que n'aura pas été organisé un large débat national(...)"

Un vœu, c'est insuffisant : il faut des mesures concrètes pour "informer et mobiliser la population".

Cet amendement sera repoussé : ni le PS ni le PC ne veulent s'engager sur ce terrain.

Enfin, malgré quelques échanges assez vifs, les esprits se calment.

"Vous êtes des nazis", dira M. Tusques, le gaulliste de gauche de la municipalité, "je refuse de discuter avec vous"...

Chénard revient vers les opposants et engage la discussion. A une personne qui lui fait remarquer que le maire de Plogoff a lu publiquement le plan ORSEC RAD lors de la manifestation de Quimper, Chénard aurait répondu : "Si mes collègues font des conneries c'est leur problème"...

Et le bulletin municipal ? "On y pense... on y pense..." Une information du public par des expositions ? "Une information, bien-sûr... Mais il faut tenir compte de l'effet de panique chez les gens, et on ne sait pas ce que trop d'information peut faire"...

Toujours pareil, Monsieur le Maire : moins on en sait, mieux on se porte ! Pas vrai ?

Le groupe des "citoyens responsables" va se retirer sans engagements de la part de la municipalité. Quant au débat, au dialogue avec la population tant prônés par la gauche avant les élections, on n'en a pas vu la couleur.

D.B.



ACTION A FR3.

La télé prétend informer les gens. Le journal régional de FR3 s'obstine par son manque d'objectivité à passer sous silence les risques réels que fait courir l'implantation d'une centrale au Pellerin, et à minimiser toute action anti-nucléaire.

• **DIMANCHE 17** : 7000 personnes manifestent au Pellerin : un entre-filet de quelques secondes.

• **LUNDI 18** : occupation du conseil municipal, nouvel entre-filet.

• **MARDI 19** : enfin un reportage sur Le Pellerin, c'était la journée ville morte. Tout de suite a-

près, un représentant d'EDF justifiait l'utilité de la centrale à la suite de la panne historique...

• **MERCREDI 20** : en direct, un autre représentant régional d'EDF nous leurrait sur les emplois offerts par la centrale et sur le fric que ça rapporterait aux entreprises locales participant à la construction.

• **VENDREDI 22** : une vingtaine de personnes font irruption dans le studio d'FR3 afin d'exiger une information réelle. Bien sûr notre communiqué n'est pas passé sur les ondes et un dialogue stérile et démagogique s'est engagé pendant que vous suiviez sur votre

écran le journal régional de Rennes. Afin de nous faire plaisir, et surtout de nous faire partir, le directeur du centre FR3 nous promet de faire une synthèse-information de notre communiqué pour le lendemain.

• **SAMEDI 23** : promesse tenue. Dès le début du journal, le journaliste rappelait que des manifestants étaient intervenus contre la centrale du Pellerin et qu'ils ne se recommandaient d'aucun mouvement. Il souligna également que nous demandions un débat démocratique ainsi qu'une information véritable. Le journaliste termina par la lecture d'un communiqué de ses collègues d'FR3 s'élevant contre le fait que la liberté d'information était baffouée par ce genre d'actions.

- Des Inorganisés -

BOURDONNIERES : EN GRÈVE...

En soutien au Pellerin et à Cheix qui s'étaient déclarées villes mortes mardi 19, 400 élèves du CET des Bourdonnières à Rezé ont fait grève ce jour là. Une manifestation a bloqué la route de Clissor et distribué des tracts pendant plus d'une heure. Après quoi nous sommes rentrés en trombe à la Joliverie (St Pierre) puis nous sommes allés avec un mégaphone au lycée Jean Perrin. Nous espérons un peu que les autres lycées débrayeraient ; nous avons au moins pu faire une information sur notre action à leur porte.

Plusieurs débats ont eu lieu récemment aux Bourdonnières ("Nucléaire et emploi", "nucléaire et liberté", "nucléaire et environnement", tous 3 illustrés de montages-diapos).

Une coordination a eu lieu mercredi 20 décembre et il a été décidé d'engager une lutte contre la centrale du Pellerin et contre le nucléaire en général au niveau de tous les lycées de Nantes à la rentrée.

Prochaine coordination des lycéens : vendredi 5 janvier à 17h, au R.U. Ricordeau.



LE GRAND BLUFF

petits échos de la panne forcée...

Comme aux meilleurs temps de 68 et comme dans les grèves qui mettent tout le monde au même niveau dans une situation un peu exceptionnelle, on discutait beaucoup le mardi de la plus grande panne électrique de notre histoire. Bougies dans les magasins, Noël avant terme. Le "Cadeau" d'EDF passe mal. Dans quelques kiosques à journaux différentes réactions:

"Ca tombe mal, juste le jour du loto et y' avait une super cagnotte!..." (Commerce, commerce, ...!). "Quand on pense aux personnes âgées sans chauffage..."

Un autre marchand de journaux reprend un de ses clients: "C'est pas une grève, c'est un coup du gouvernement... c'est fait exprès...ils ont coupé".

D'autres échos semblent faire apparaître que pour beaucoup de gens et pas spécialement des antinucléaires, convaincus, l'opération-panne ressemble à un coup de toutes pièces.

Du côté des rues piétonnes, des dames très dignes et d'âge très raisonnable doutaient de la bonne foi de nos technocrates responsables "on ne nous la fera pas... on essaie de nous impressionner pour nous imposer la Centrale du Pellerin", disaient elles en substance.

Ce ne sont pourtant pas des dames à trainer au détour d'une banderole, slogan aux lèvres et basket de manif aux pieds.

Rumeurs du même type au bord de l'Erdre dans une boîte de transport: les chauffeurs de cars, les paysans, et diverses conversations de café révèlent que pour beaucoup de gens (et pas spécialement des écolos-margi-bouseux, anti-tout, gauchos et fait-rien-qu'à-critiquer) c'est un gigantesque bluff qui sert bien les intérêts des partisans du nucléaire à haute dose et tout de suite. L'opération paraît trop cousue de fil blanc et les flashes d'information - radio au cours de la journée transformés en spots publicitaires pour le nucléaire n'y suffiront pas. La publicité basée sur la psychologie des motivations, c'est pas facile à manier, Messieurs les NUCLEOCRATES!

LE COUP DE LA PAUVRE



BRISSONNEAU

OFFENSIVE PATRONALE

BRISSONNEAU, les 225 licenciements ne suffisent pas à la Direction (cf. APL no. 53 et 55). Celle-ci vient de décider la mise à pied de deux ouvriers, dont l'un est protégé par un mandat syndical, suite à l'action de l'ensemble des ouvriers exigeant le paiement des heures perdues mardi dernier.

Nous publions ci-dessous la "note d'information" de la direction et les communiqués des organisations syndicales CGT, CFDT.

Dans une affiche à caractère injurieux signée "Guy Baudin", la Direction commet une véritable provocation.

Il est "proprement intolérable" que la Direction emploie des termes comme "exaltés", "surexcités"

"inconscients" "irresponsables", vis à vis de travailleurs, (...).

Qui cherche à désorganiser "délibérément" l'entreprise en créant un climat de répression, de panique, de provocation? Où est le respect de la "dignité humaine," quand la Direction veut réduire le quart du personnel au chômage, à la misère peut-être?

Le but recherché n'est-il pas de créer la confusion la plus totale de façon à mieux démanteler l'entreprise?

Les organisations syndicales et les travailleurs de B.L.M. avertissent solennellement la Direction qu'ils n'accepteront pas cette provocation.

La volonté qu'expriment ouvertement certains membres de la Direction et de l'encadrement est désormais claire: rendre la survie de cette entreprise impossible et supprimer de nombreuses personnes qui les gênent.

La Direction portera la responsabilité des conséquences de la situation qu'elle crée, "toutes les conséquences" (...).

Les Organisations Syndicales CGT-CFDT de B.L.M. le 20.12.1978

BRISSONNEAU & LOTZ MARINE
Direction

CARQUEFOU, LE 20 Décembre 1978.
B.P. 4 - Rue de la Métallurgie, 44470

GB/ALR

INFORMATION AU PERSONNEL SITUATION INTERIEURE DE LA SOCIETE

La situation intérieure créée délibérément par des groupes d'exaltés est devenue proprement intolérable.

Les droits du travail et le respect de la dignité humaine sont régulièrement bafoués. Des injures, des insultes et jusqu'à des menaces de mort sont proférées à l'encontre de ceux qui n'ont pas les mêmes opinions surexcitées.

Cet état d'esprit n'est pas admissible et la Direction ne saurait tolérer que l'atmosphère provoquée par une poignée d'inconscients n'empoisonne l'entreprise.

La Direction avertit solennellement qu'elle prendra toutes les mesures pour la protection des biens et des personnes.

Si, par la faute d'irresponsables à l'égard desquels la Direction est décidée à prendre - et à faire prendre les mesures qui s'imposent, l'entreprise ne peut retrouver une ambiance de travail; alors, elle devra en tirer les conséquences.

La volonté qu'expriment ouvertement certains est désormais claire: rendre la direction de cette entreprise impossible et supprimer certaines personnes qui les gênent.

La Direction n'engagera plus le dialogue avec quiconque tant qu'une situation convenable ne sera pas rétablie.

Guy BAUDIN

CERTAINS VEULENT
FAIRE DE L'ENTREPRISE
UN ENFER
ALORS QUE...



AVEC UN PEU
D'AMBIANCE "COOL"
ON POURRAIT EN
FAIRE UN PETIT
NID DOUVILLET...



DEBRAYAGE JEUDI 21

À l'appel de leurs organisations syndicales CFDT et CGT les travailleurs et travailleuses de Brissonneau et Lotz ont débrayé jeudi 21 à 9 h et se sont rassemblés Place Bretagne ou les Délégués syndicaux CGT-CFDT ont donné les dernières informations.

Ils ont précisé la position de la Direction Générale de l'entreprise qui confirme l'objectif du licenciement en regard d'une situation financière que Jeumont-Schneider veut se limiter à supporter et sur l'aspect de la rentabilité de l'entreprise. La Direction refuse la possibilité de maintenir l'effectif.

Il est évident que le bien-fondé des propositions syndicales,

les charges de travail en cours et prévues la gêne pour une telle décision. Alors, la Direction trouve d'autres moyens et joue la provocation, se saisit d'événement ponctuels pour discréditer certains travailleurs et aussi faire accepter tous licenciements: collectifs ou individuels.

Les travailleurs ont réclamé avec énergie le paiement des heures perdues du fait de la coupure de courant du 19, il faut dire qu'à ce moment là, la Direction B.L.M. a délibérément choisi de renvoyer chez eux, les travailleurs, dans la plus grande confusion, c'est-à-dire sans donner un minimum d'explication quant à l'indemnisation de cette journée et sans en avertir le C. E.

L'attitude du représentant de la Direction fut telle que les travailleurs ont exprimé leur mécontentement, mais sans violence aucune. Se saisissant de l'insistance des travailleurs, la Direction répond par la sanction.

Elle personnalise sur deux travailleurs sa répression, par la mise à pied à durée indéterminée; alors que c'est une centaine de personnes qui demandait à la Direction comment elle comptait compenser cette nouvelle perte de salaire. La Direction a précisé, qu'elle ne discuterait plus, en aucun cas avec les organisations syndicales: un bel exemple du libéralisme que soutiennent ces gens-là.

En fait, pour la direction de Brissonneau, il s'agit de revenir sur le recul effectué par rapport au nombre de licenciements. Elle tente d'ajouter des licenciements individuels pour remplacer la diminution du licenciement collectif.

Des travailleurs à 32M, menacés d'être licenciés, n'ont-ils pas le droit de savoir pourquoi on les renvoie chez eux et quel sera leur salaire en fin de compte.

Les Organisations Syndicales ont été reçues par la Direction Départementale du Travail pour donner leur version des faits, pour qu'il ne soit pas fait diversion au projet de licenciement

collectif. Il ne s'agit que de cela et toute tentative de menace individuelle ne peut-être acceptée car la direction de JEUMONT-SCHNEIDER veut tenter de masquer la vérité sur son projet de licenciement chez BRISSONNEAU.

Les Organisations Syndicales CFDT-CGT exigent dans l'immédiat la levée des sanctions qui frappent les deux camarades. Elles interviendront dans ce sens auprès du Directeur de l'Entreprise.

le 22.12.78 les O.S.
C.G.T. - C.F.D.T.

GREVE AU C.E.T.E.

Le personnel au Centre d'Etudes de l'Equipement (CETE) était en grève le jeudi 21 décembre. Un organisme public qui fonctionne de plus en plus comme un bureau d'étude des privés... Et un nouveau directeur, nommé depuis un an, qui prend beaucoup d'initiatives... dans le sens du démantèlement du service. Il ne fera pas long feu au CETE, il est appelé à de plus hautes responsabilités. Tremplin. Mais les autres? Ils nous expliquent le sens de leur action.

Le CETE est un organisme public qui dépend du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (ex. Equipement) fonctionnant suivant les règles de bureau d'étude privé avec 10 % seulement du personnel fonctionnaire. Il comprend 180 personnes à Nantes, toutes dans le somptueux cadre de la MAN à Beaulieu qui est un des plus gros consommateurs d'électricité de Nantes (tout au néon, à l'air conditionné).

Le CETE loue ses services aux villes et aux Directions Départementales de l'Equipement, ainsi qu'à diverses autres administrations. Aussi, il n'apparaît jamais en tant que tel: c'est pourtant lui qui a élaboré par exemple: les plans de circulation, de transport en commun des grandes villes des Pays de Loire et de Bretagne, il étudie les principaux ouvrages d'art (ponts, échangeurs autoroutiers...).

Dans le cadre de la réforme des collectivités locales discutée au Parlement, un démantèlement des services ex Equipement devrait se faire, M. BAUER, Directeur du CETE, étant nommé à ce poste pour réaliser cet objectif.

A Nantes, depuis décembre 77, le nouveau directeur BAUER provoque sans arrêt le personnel et les syndicats.

1. - IL S'ATTAQUE AU STATUT DES CETE -

Il prétend et dit à qui veut l'entendre que compte tenu de la crise, le statut des agents du CETE est trop avantageux. Curieuse manière de défendre son service en conséquence on a tout lieu de croire qu'il pousse au démantèlement et s'il le fait sans douleur ce sera bon pour sa carrière.



2. - IL APPLIQUE UNE STRATEGIE DE DIVISION DU PERSONNEL -

Il retire des avancements qu'il avait déjà proposé, il impose la notation des agents (comme à l'école) contre l'avis des intéressés.

3. - IL RECHERCHE A TOUT PRIX LA RENTABILITE D'UN SERVICE QUE L'ON N'OSE PLUS DIRE PUBLIC .

Pour cela, il déplace le personnel d'un service à l'autre sans consultation des intéressés. Avec BAUER et le blocage des effectifs on assiste à un recrutement massif de vacataires (sans statut ni protection sociale) sous payés. Le CETE va-t-il faire concurrence à Manpower? Parallèlement il demande aux agents d'augmenter leur productivité et fait trainer en longueur les embauches pour remplacer les départs.

4. - IL S'ATTAQUE AU PERSONNEL -

Il refuse à une personne convoquée pour un motif de discipline d'être assistée à sa demande par l'intersyndicale. Sous la pression du personnel il cède sur la sanction disciplinaire, mais en applique une autre à l'encontre d'un représentant de l'intersyndicale.

Ces dernières attaques ont fait déborder le vase. C'est face à son refus de revenir sur sa décision et surtout pour mettre un coup d'arrêt à ses exactions que l'intersyndicale CFDT-CGT-FO du CETE a vait appelé à la grève le Jeudi 21 décembre 1978

Des Grevistes.

court-circuit à ST-NAZ.

1. LE COUP DE LA PANNE



On n'a pas fini de parler de la "drole de panne" de courant du 19 Décembre-Mardi 19, le jour, précisément de la journée ville morte au Pellerin. L'idée d'un coup fourré s'est répandue très largement dans la population. Et le fait que le "Journal du Dimanche" publie en première page, dès Dimanche matin, un sondage - effectué quand ? - permettant aux français de répondre à la question : "Préférez vous les Centrales Nucléaires ou les pannes de courant ? (47 % contre 35 %) - va bien dans le sens d'une énorme manipulation. Manipulation conjointe de l'Etat, de la Grande Presse, et des patrons du nucléaire eux-mêmes en première ligne ? On se le demande, lorsque l'on voit comment, à Saint Nazaire, et de leurs bureaux de Paris (Loygue) les dirigeants d'Alstom Atlantique - le deuxième grand du nucléaire, en France - ont essayé d'utiliser la coupure de courant d'EDF par un lock-out provocateur qui pouvait, pourquoi pas, dresser les ouvriers d'une grande usine contre les "emmerdeurs écologistes", par la faute de qui..

On suivra l'analyse des "causes de la "panne". Notons dès maintenant, à l'examen des deux derniers sondages IFOP et SOFRES qu'à la question : "avez-vous l'impression qu'on vous a dit toute la vérité sur la panne ?", réponse :

NON : 58 %

De là le commentaire hilarant du nommé Barnier dans le Journal du Dimanche : "oui, mais ce sont ceux là, les plus âgés, qui ont fait la guerre, et vécu le lancement de la première Bombe Atomique sur Hiroshima. Voilà pourquoi c'est important qu'ils soient pour. Et d'ailleurs les habitants d'Hiroshima, aujourd'hui s'éclairent à l'électricité nucléaire..."

Les autres chiffres de ces sondages sont moins pessimistes qu'on voudrait nous le faire croire.

Pour le développement du programme nucléaire (avant la panne..): 47 %. Contre 42 %. Hésitants: 10 %. La France coupée en deux, comme sur toutes les questions d'importance. Même question, après la panne : 47 % toujours contre 34% et 19% d'indécis: même dans des conditions carrément crapuleuses, le "beni-oui-oui" au nucléaire n'atteint pas les 50%..

Enfin, par tranches d'âge: ce sont les français jeunes (20 à 35 ans) qui sont, DANS LEUR NETTE MAJORITE, hostiles au nucléaire, les personnes âgées renversent, de justesse, la tendance.



Mais revenons à Saint Nazaire ou la panne de courant a fait l'effet, par lock out interposé, d'une décharge électrique: et la Navale s'est branchée sur 100 000 volts.

«La porte», sans justification et sans contrepartie, pour toute une journée, et le refus de recevoir les délégués: deux provocations de trop, deux insultes, pour des travailleurs qui, en chômage partiel aux Chantiers depuis des mois, et dont la ville, Saint Nazaire, avec 10 000 chômeurs, pulvérise de mois en mois les records de la crise.

Le fait le plus marquant, avec un peu de recul, n'est ni la violence policière, bien qu'elle ait pris, ici, des formes particulièrement odieuses. Ni la violence ouvrière, qui pourtant, avec la séquestration promenade, et la "Maison du Peuple" transformée en "Prison du Peuple", a développé les idées d'action apparues à Trefimetaux (C oueron) et surtout chez Atlas à Issé.

Le fait le plus marquant; c'est que l'initiative des "mutins de la Navale" ait, l'espace de quelques heures au moins, transformé la Gauche qui, paralysée depuis Mars 78 par la mollesse, et des querelles bien savantes, a retrouvé à Saint Nazaire la tradition des années 20: l'écharpe tricolore autour du ventre défiant les matraques des "mobiles".

Si c'est cela, la Gauche, en France, aujourd'hui, les actes, pour l'occasion, conformes aux paroles, et la solidarité affichée avec les travailleurs allant jusqu'à l'accueil des ouvriers, emmenant leurs otages, dans la "Maison du Peuple" la grève des Mairies, le lendemain, et le surlendemain (un peu comme..au Pellerin..). Si c'est cela, avec aussi la prise de position, après coup, des élus de Saint Nazaire: "s'il faut inculper quelqu'un de séquestration, inculpez nous, et pas les ouvriers".

Si c'est cela la Gauche, alors nous qu'on dit incertains, jusqu'à auboutistes, aventuristes et nihilistes, alors, oui, nous en sommes.

Mais si c'est de nouveau l'hypocrisie joyeuse de Chenard, oubliés en Décembre de ses promesses de Mars sur la lutte "sans merci contre le projet du Pellerin", ou bien cet avocat d'affaires dont le nom brusquement m'échappe, et qui défend d'un côté Mai 68 dans ses journaux, et de l'autre le patron de Quo Vadis contre les ouvrières, aux prudhommes, alors c'est autre chose. C'est un débat concret.



2. ACTION

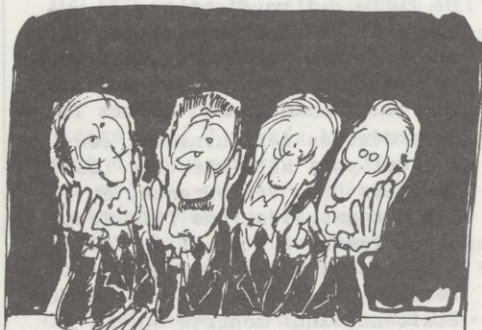
C'est un choix froid, mardi de la direction d'Alsthom-Atlantique à St. Nazaire qui vient de transformer en crise sociale grave la "drôle de panne" de l'E.D.F. En effet, d'une part, (et c'est un pied de nez pour les fanas bornés du nucléaire), le fonctionnement de l'usine Maré-motrice de la Rance, centrale "écologique" au Nord de la Bretagne, avait permis dès la fin de la matinée de remise en route facile des deux centrales thermiques de Loire-Atlantique: et le courant, à St. Nazaire, était largement rétabli à midi.

D'autre part, les Chantiers de St. Nazaire (contrôlés par Alsthom depuis 76) disposent comme nombre de grosses usines d'un groupe électrogène: d'après les syndicats, le travail de l'ensemble des ETDA (cadres, bureaux) mais aussi des fonderies, des tuyauteries et de toute une partie de la navale pouvait être assuré. Ce groupe n'a pas été mis en route. Au contraire, les ouvriers de la navale, qui déjà subissent un chômage partiel diminuant leur salaire de 13 % depuis des mois, ont été renvoyés chez eux dans des conditions proprement insultantes: une note de service qui circule peu et mal, des ouvriers, tout au fond du chantier, qui travaillent trois quart d'heure de plus, avant d'être avertis du lock-out. Et pas de car, ni de train pour tous ceux qui nombreux à St. Nazaire habitent loin de la ville et font l'aller et retour dans les circuits de ramassage à heures fixes. Certains traîneront là, coincés, de midi à 6 heures du soir.

Enfin, l'article 49 des conventions collectives de la métallurgie nazairienne, précise qu'en cas de défaillance des approvisionnements en matière première ou bien en énergie (à condition que la cause ne soit pas une grève) les heures perdues seront payées à plus de 75 %. Ce fut le cas aux chantiers en 1969 ou treize jours de chômage technique - la grève d'Usinor bloquait la fourniture des tôles furent même indemnisées très largement par le patron. Or, ce mardi à St. Nazaire, la direction en lock-outant les ouvriers, refusait très simplement le principe même d'une négociation sur le paiement des heures perdues.

On comprend donc les scènes dingues, magnifiques et finalement brutales qui se déroulèrent le lendemain, des chantiers Penhouët à la Mairie de St. Nazaire

Convocation des ouvriers, pour un meeting CGT, CFDT, FO au terre plein des chantiers. La direction refuse toujours de discuter. Bris des portes, des milliers d'ouvriers se répandent dans les bureaux. Coune, Directeur d'Alsthom à St. Nazaire, et Beaume, Chargé des relations sociales, sortent dans un couloir à la rencontre de la vague. La vague les emporte. Ils se retrouvent en bas. Coune s'accroche aux grilles, il ne veut pas partir. Il part, arraché, les fesses bleues de coups de pied. Beaume part avec lui. D'Acremont et Laredo, deux autres directeurs, se joignent "spontanément" au défilé: l'un apporte un manteau pour son chef hiérarchique qui a pourtant déjà très chaud, l'autre une consigne: "Si vous n'êtes pas relâchés dans dix minutes, la direction générale prend tout en mains: c'est un nouveau lock-out". (Non pas, cette fois pour cause énergétique, mais "parce que la sécurité du personnel ne peut plus être garantie dans les chantiers



ON EST DES MILLIERS À TRAVAILLER AUX CHANTIERS. FAUT QUE SA TOMBE SUR NOUS!

Les 3.000 métallos, leurs trois syndicats, qui suivent bien, et leur quatre patrons, traversent Saint-Nazaire à pied. Une marche longue et tumultueuse, marche sans but qui pouvait échouer sur la sous-préfecture et qui échoue finalement à la mairie. Accueil correct des conseillers socialistes et communistes: "C'est la maison du peuple, entrez". Négociations. Elus locaux et élus syndicaux sans rien faire pour désamorcer la mobilisation ouvrière, assurent aux quatre otages le calme d'une pièce, tranquille de la Mairie, où s'entassaient des centaines d'ouvriers, et la possibilité de communiquer avec l'extérieur. La négociation dure.

Avec le soir, arrivent les cannettes de bière, un film qu'on passe en bas. Et la police, brusquement, sur ordre direct, dit-on ici, du Ministère de l'Intérieur: CRS en amuse-gueule sur le devant, gardes-mobiles en commandos par la porte de derrière. La porte est défoncée. Un escalier. Claude Evin, jeune Député Socialiste adjoint au Maire de St. Nazaire, écharpe tricolore au bandoulière, s'avance face aux flics en déclinant sa qualité de Député. Il est roué de coups. Le commando s'en va, avec les quatre directeurs. Plusieurs ouvriers, des conseillers municipaux du PS ou du PC sont eux aussi blessés dans la mêlée.

Mais ce n'est pas fini. Les CRS restent sur le parvis de la Mairie. Dix minutes plus tard le Député de St. Nazaire, qui dehors, tout près, cherche un commissaire, est coincé de nouveau. Coups de pieds, coups de poings. Perrodeau, adjoint communiste, aussi: coups sur le nez lunettes cassées, tirs de grenades dans la Mairie. Un ouvrier est grièvement blessé à la figure. Mais pour Patrick Fleury, 30 ans, serrurier à la Navale et délégué de Froce Ouvrière, c'est bien plus grave. Plusieurs témoins directs ont vu un CRS l'ajuster à 10 mètres au lance-grenades. Il a tourné la tête, il est touché derrière l'oreille. Hier soir, on disait que, transporté à l'hôpital de Nantes, il souffrait d'une fracture du crâne et ne pouvait plus remuer la main gauche: état critique.

La vague s'en est allée comme elle était venue: une manif tard dans la nuit, une autre jeudi matin - près de 10.000 personnes - une troisième jeudi soir, très peu nombreuse: c'était aussi la journée CGT-CFDT pour la sécurité sociale. Toutes les Mairies de gauche de la région de Saint-Nazaire étaient fermées jeudi matin. Toutes les Mairies de gauche de Loire-Atlantique seront fermées ce vendredi jusqu'à midi. A Nantes, une négociation a commencé: les patrons veulent bien discuter. Mais hors de St. Nazaire. (LIBE - Vendredi)



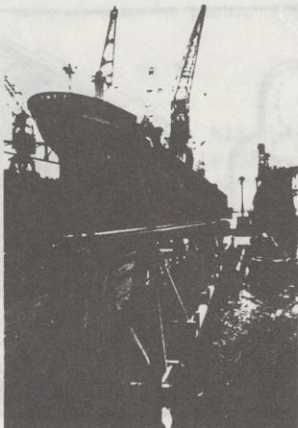
M. LOYGUE, P.D.G. d'ALSTHON-Atlantique "La Mairie Une Prison Politique" -

inadmissible que les représentants de la direction aient été incarcérés dans cet hôtel de ville devenu prison politique. Il faudra, dit-il, qu'on s'en explique, notamment avec la municipalité qui a permis cette incarcération".

1976 : c'est l'année où les "Chantiers de l'Atlantique" deviennent "Alsthom Atlantique", en s'intégrant, à la japonaise, à un ensemble dont la Navale n'est qu'une branche - et la fabrication des cuves de Centrales Nucléaires une autre. C'est aussi l'année du Plan Barre. Depuis cette date, les rapports syndicaux direction sont à couteaux tirés. Avant, ce n'était pas l'idylle, mais... Pas d'accord d'entreprise, plus de négociations, peu de contacts. La direction ne lâche plus sur rien.

1976, c'est aussi l'année où, en Décembre précisément, il y a just deux ans, les ouvriers des Chantiers, en riposte au plan d'austérité, capturaient un pétrolier de 550 000 tonnes, le Bellamy, pris en otage et libéré après de laborieuses tractations, sur la pression de permanents syndicaux venus tout exprès de Paris. Les ouvriers les plus durs des Chantiers, la plupart des syndicalistes, et même certains permanents de Saint Nazaire avaient été durs à convaincre d'être "gentils".

Mercredi dernier, quand a commencé la prise d'otage des directeurs Beaume et Coune, les ouvriers ont dit : « On ne nous referra pas le coup du Bellamy. On ne le lâche plus. Ça fait deux ans qu'on attendait une occasion comme ça. » Certains ouvriers disaient même : « On met les syndicats, et les élus de la ville, sous surveillance, pour éviter toute trahison ».



3. COMMENTAIRES

LE PREFET: IL EST GRAVE QU'UNE SEQUESTRATION AIT LIEU DANS UNE MAIRIE! -

"Les événements de Saint-Nazaire ont suscité une émotion grave. Il est vrai qu'il est très grave qu'une séquestration ait lieu dans une Mairie".

"Est-ce que le fait d'être ceint d'une écharpe tricolore donne le droit de séquestrer ou de cautionner la séquestration de ses concitoyens?"

"Ces événements très graves qui n'ont pas de précédents dans l'histoire sociale du pays!"

4. DEPUIS 76.

Un ouvrier m'a dit depuis : « Dans la Mairie de Saint Nazaire, en fait, on était tous otages. Les patrons étaient otages. Les syndicalistes, les élus de gauche étaient otages aussi. Mais même nous, les "violents", les "bandits" de Saint Nazaire, nous étions des otages. Otages de notre propre histoire, l'histoire de Saint Nazaire, la Tradition de lutte qui nous écrase, le mythe qui produit toujours ces actions imprévues, brutales, des coups de colère très forte, et qui n'ont pas de suite. D'ailleurs les plus décidés des ouvriers, ceux qui sont allés chercher les directeurs dans les bureaux, et qui les ont extraits, une fois tout le monde ramené à l'Hotel de Ville, ils se sont barrés. Ça ne les intéressait plus. Pour eux l'objectif était atteint: montrer qu'ils étaient restés "vivants", après tout ce qu'ils ont subi, ici, depuis deux ans, le chômage et le reste. Ceux là n'étaient déjà plus là, au moins certains d'entre eux à la "grande manif" du lendemain, qui n'était peut être pas si grande que ça, dix mille c'est exagéré, et qui ressemblait tout autant à un enterrement qu'à un sommet du mouvement.

Ceux là ne repartiront dans la bagarre que s'il y a un mort, ou si la direction, comme elle l'a promis, reprime et licencie des gars. »

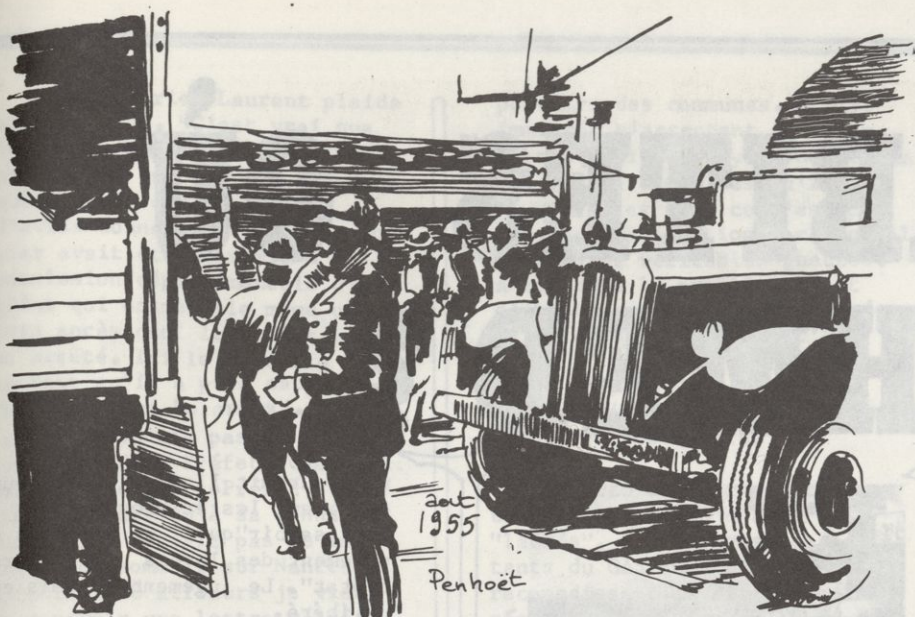
Comprendre, un jour, Saint Nazaire, c'est comprendre ces gars là, les "tatoués", les sauvages, les bandits de la navale qui ont fait la gloire de Saint Nazaire. Et comprendre la difficulté, pour tous les syndicalistes honnêtes, pour tous les militants à s'appuyer sur cette force assez fantasque pour construire un rapport de force durable.

Mais c'est comprendre aussi si la source mal connue de toutes les grèves, des conflits ouvriers les plus spectaculaires: la lutte sourde de tous les jours, dans le travail et le comportement quotidien, sur le Chantier. Et, au delà, ou en deça des grandes phrases assez abstraites sur la « Mort de la Navale », des changements subtils que les patrons de la Navale, qui ont bien l'intention de construire toujours, et souvent dans les mêmes endroits, avec les mêmes hommes, des navires, introduisent dans le travail en profitant de la crise, et, précisément, de la peur de la fermeture. Changements à l'intérieur du Travail dont les Maîtres Mots sont, d'après les spécialistes polyvalence et mobilité de la main d'oeuvre, malléabilité de la force de travail...

C'était à Dubigeon, l'année dernière, la réforme du pointage qui, d'un côté comme de l'autre, coté patron et coté ouvriers, était plus qu'un prétexte. C'était à Saint Nazaire même, ces derniers mois, et ces dernières semaines, les conflits des tuyauteurs ou des ouvriers de la voilerie, contre la mutation d'un compagnon "promu" aide échafaudeur...

Conflits dont nous savons très peu de choses, de leurs formes sourdes et de leurs enjeux clairs, pour ceux qu'ils concernent. Conflits ancrés dans le secret des gestes et des couleurs quotidiens du travail.

Un jour peut être, si les ouvriers nous y aident, nous saurons nous « journalistes » de l'APL faire sortir de leur ombre tous ces conflits de tous les jours, et la grève ou l'explosion n'apparaîtront enfin que pour ce qu'ils sont: un moment, parfois même un épisode.



5. LA GAUCHE

LES SYNDICATS

Un livre retrace bien, et très simplement l'histoire syndicale de Saint Nazaire, depuis un siècle, le livre de Nicolas Faucier: les ouvriers de Saint Nazaire. Il raconte, parmi mille récits précis, que de 1906 à 1911, pendant cinq ans, les ouvriers des Chantiers luttèrent... pour que les ouvriers victimes d'accidents du travail ne soient pas licenciés.

Rappelons simplement que la CGT, la CFDT, mais aussi FO se partagent aujourd'hui les "voix" des ouvriers des Chantiers. FO dont le "vieux lion", Malnoe, une des leaders des luttes de 55, avait dit-on, ces temps derniers, les griffes usées. Mais FO dont un jeune délégué, Patrick Fleury, serrurier aux Chantiers et pompier bénévole à Trignac, git aujourd'hui au CHR: trepanation réalisée dans de bonnes conditions, il a été blessé, derrière la tête, par une grenade ..

A signaler : l'importance de minorités syndicales contestataires dans les trois syndicats, Lutte Ouvrière avec son candidat aux législatives, Etienne Cherblanc, viré depuis, et pour cette raison, de sa responsabilité de délégué CGT. Les anciens "établis" aussi, étudiants de groupes marxistes-léninistes recourus dans la Navale, très aimés, pour certains d'entre eux au moins des ouvriers, et qui ont fait mentir, depuis 68, les prophètes de malheur (« Privilégiés, vous retournerez bien vite au sein de la bourgeoisie, laissez les ouvriers »). La plus forte de ces "minorités" les salariés des GSED, bien connus dans la région, toujours présents

aux Chantiers, chez les dockers, etc., parfois même délégués, ils ont longtemps influencé la CGT, et leur revendication du "salaire garanti" (qu'il y ait du travail ou non) tombe pile évidemment quand on regarde la situation créée par la panne EDF, suivie par le lock out. Ce sont apparemment ces milieux syndicalistes minoritaires, ou même, pour certains, hors syndicats, qui font à Saint Nazaire la charnière entre les directions syndicales, comme ailleurs PC, PS, et la base turbulente.

Ainsi, il y a des contradictions, mais pas vraiment coupure. Les syndicats, en porte à faux évidemment entre une base « à 100 000 volts », mais sujette, il est vrai, à des baisses de tension aussi soudaines que les "pointes", et une direction dénoncée par la CGT comme "fascisante", les syndicats, donc, portés au premier rang d'une manif qu'ils n'avaient pas prévue, et bien embarrassés du cadeau des quatre anges directeurs amenés par les ouvriers dans leur crèche de Noël, n'ont pas « trahi ». Ils n'ont pas liquidé le conflit comme en 76, ou comme Guéheneuf, à Dubigeon, en 1977. Mais le scepticisme évident de beaucoup d'ouvriers vis à vis de leurs "grands chefs" des syndicats se maintient néanmoins; à voir, par exemple, comment CGT, CFDT et FO tentent, depuis que « ça s'est calmé » de minimiser les faits. Comme s'il fallait maintenant montrer patte blanche, dire que, mais non mais non, il n'y a pas eu séquestration, mais négociation avec des patrons librement invités à se promener jusqu'à l'Hotel de Ville. Comme si la violence ouvrière (qui d'ailleurs a été ce coup-ci jusqu'à la contrainte physique, mais pas vraiment jusqu'aux coups) était une tare, honteuse, à causer. Des militants relèvent aussi que la confiance seraine dans la protection par les écharpes tricolores, dans les locaux de la mairie, et donc l'absence d'autodéfense, et la stupéfaction devant l'irruption de la police, c'était naïf et légaliste. Et qu'enfin, puisque les patrons, libérés par les garde mobiles, ne voulaient

désormais discuter qu'à Nantes, on pouvait aussitôt, le Jeudi matin, par exemple, barrer la route de Nantes : manière de faire un signe aux copains de là bas, des Batignolles, de Brissonneau ou bien de Dubigeon: ils ne sont pas manchots, et si les syndicats avaient appelé, une manif à Nantes, pendant que les patrons, pingrement, négociaient, et que Patrick Fleury, crâne enfoncé, râlait sur son lit d'hôpital, c'était peut être utile.

LES ELUS

On a suffisamment souligné, dans le récit des faits, le courage et la correction, sur le terrain, des élus communistes et socialistes de Saint Nazaire, dont plusieurs ont été blessés. On peut parler aussi d'Etienne Caux, le Maire, un socialiste modéré, qui refuse de "lâcher" son jeune adjoint-député, dénoncé notamment par les patrons d'Alstom, et nommé matraqué par les CRS. Notons qu'Etienne Caux, qui sort d'une douloureuse opération d'une jambe, at marche avec des cannes, a tenu à manifester à pied, longuement, avec les ouvriers.

ET NOUS ?

Nous sortons d'une période ou spécialement ici, à l'APL, n'avons pas été tendres pour les élus de gauche de la région nantaise, incapables de comprendre et d'amplifier un minimum la fronde démocratique de leurs collègues « politiques » (quel crime) de Cheix et du Pellerin. Nous maintenons tout à fait ce point de vue: et ce ne nous empêche nullement de commenter avec un certain enthousiasme les événements sociaux mais aussi politiques de Saint Nazaire.

Au contraire nous croyons qu'il est bon que la gauche, en « fermant » symboliquement les mairies (quelques heures) s'engage, si peu que ce soit (car hors de Saint Nazaire il ne s'est pas passé grand chose) dans un processus de « rupture institutionnelle », qui ne vaut certes pas les discours du CERES, mais qui, dans les faits, compte.

L'important dans notre couverture - un petit peu agressive, osons le reconnaître - sur « PS - Démission » (à propos du Pellerin) n'était pas dans le "mot d'ordre" auquel personne ne pouvait croire de démission. Mais dans l'appel à l'utilisation du « pouvoir de l'écharpe » pour des défis à l'arbitraire.

Aujourd'hui l'Etat Fort, dépouillé des finesses giscardiennes de début de règne aplantit, à coups de matraques, les diffère ces. Et lâche les chiens sur tout ce qui porte les trois couleurs en bandoulière, et qui remue. Réfléchissons. Ensemble

J.P.C.

T'HABITES OÙ AHMED ?

Une histoire simple, trop simple. Au début une histoire d'anciennes écuries appartenant à Monsieur Henri Delaroux, 74 ans, le roi nantais du bricolage DELAROUX, DELASELF, BRICORAVI. Lui habite, près de la Perverrie, une belle propriété entourée d'arbres.

Dans les écuries de Mr. Delaroux logent plusieurs familles d'immigrés, presque en face la Gare, l'ancienne rue des Docks. Une histoire simple de marchand de sommeil qui met en cause beaucoup de gens.

Personne n'aurait jamais rien su si la famille Rollo, venue du nord du Portugal, n'en avait pas eu assez de recevoir les plafonds sur la gueule et de se réveiller au matin, blanche de plâtre. Un loyer de 180F



par mois et ils espéraient, même pour ce prix là, un minimum de "confort". Monsieur Rollo, qui ne cherche pas d'histoires, demande à son propriétaire l'autorisation de commencer des réparations dont il déduira le montant de ses prochaines loyers.

DELAROUX, marchand de sommeil, est un commerçant sérieux: un locataire refuse de payer, il l'assigne en justice.

Seulement Monsieur Rollo n'était pas tout seul à trouver le logement inhabitable. Une procédure pour faire reconnaître le logement insalubre avait été entreprise près d'un an et demi auparavant, par les services d'hygiène de la Mairie. Et après de longues tergiversations, le Préfet se décidait, en juillet 1978, à déclarer l'immeuble to-



talement insalubre et interdit à l'habitation. Ce qui n'empêchait pas Mr. Delaroux de proposer à ses locataires un renouvellement de bail, en septembre 1978.

Le lendemain, le journaliste de Presse Océan écrira que "Mr. Laurent a la confiance des immigrés". A la Mairie tout le monde semble content, on a dénoncé un scandale. Mais pendant ce temps Rollo a déménagé et habite, quelques rues plus loin, un logement qui ne vaut guère mieux. Les autres locataires ont pour la plupart fait de même. Et ceux qui restent se voient assignés en justice, jeudi 21 décembre, pour être expulsés. Sans que la Mairie ne souffle mot. Alors on mesure l'écart entre les mots et les actes.

A la Mairie, Laurent est le Conseiller (PS) Chargé des Immigrés. Jeune homme bien propre et plein de bonne volonté, il décide de "faire un éclat sur le problème des marchands de sommeil". Réunion à trois avec le GASPROM, LAURENT, le Service d'Hygiène. Le procès intenté par Delaroux va servir de tribune pour poser le problème. Effets de manches et frissons politiques garantis, Le MAPPAN (MRG) sera l'avocat de Rollo. Le procès a lieu fin novembre et Le Mappian n'a aucune peine à plaider que le logement étant insalubre le contrat de location était résilié et que Rollo était justifié à ne plus payer de loyer.

"Au contraire, c'est Delaroux, craignant les éclaboussures, qui devrait être sanction-

né" poursuit l'avocat. Delaroux, craignant les éclaboussures, fait savoir "qu'il ne fait pas du paiement des loyers une affaire d'état". Le jugement est mis en délibéré.

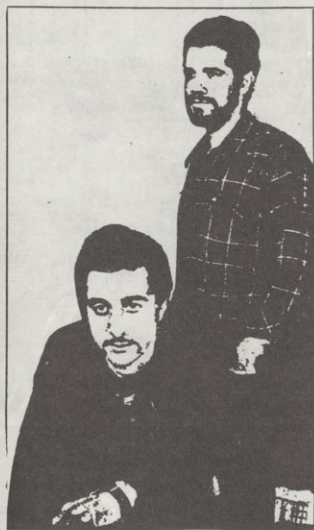
Roberto et Pierre, du GASPROM, sont plutôt amers: "Jusqu'ici il y avait un contrat tacite avec la Mairie: ne pas faire de publicité sur ce que les immigrés ne veulent pas dire. On se demande si la Mairie n'a pas voulu se faire mousser à peu de frais. Parce que quand il s'agit du relogement, on se retrouve tout seuls". Pour eux, l'affaire principale est l'insalubrité. "C'est à celui qui prend l'initiative, de faire déclarer l'insalubrité, de prévoir le relogement. Il y a quelques mois on nous l'avait promis mais depuis plus rien". De fait, il semble que Madame BROUSTAL, sans trop y prendre garde, ait signé un avis favorable au relogement mais soit aujourd'hui incapable de le concrétiser.

"Il nous semble, poursuit Pierre, que la Mairie se désintéresse des immigrés. Il y a une reprise en main des centres sociaux. A la Boissière on n'a pas créé de nouveaux cours d'arabe. Un immigré, on ne sait pas où il sera dans trois ou quatre ans, alors on ne fait rien de solide. En ce moment, la Mairie fait beaucoup de bruit autour de la rénovation de Petite Biesse et de Richebourg mais on sait bien que les immigrés ne resteront pas. C'est comme une poire à eau, tu appuies dessus et ils giclent tous dans l'insalubre, un peu plus loin".



A la Mairie, Laurent plaide sa bonne foi. "C'est vrai que le bureau municipal d'hygiène avait fait un rapport, une enquête avait été transmise. J'avais donné un avis et le dossier avait été transmis à la commission départementale d'hygiène qui donne elle-même un avis après quoi le Préfet prend un arrêté. Ici le Préfet a traîné tant qu'il a pu à cause de la "personnalité Delaroux". Nous à la Mairie on n'a pas de pouvoir, tout dépend du Préfet. Quand on sait que le Sous-Préfet d'Ance-nis a déclaré qu'à sa connaissance il n'y avait pas de marchands de sommeil sur Nantes et Ancenis... D'ailleurs je viens de recevoir une lettre m'informant que je n'appartenais plus à la commission départementale d'hygiène". Mais qui doit assurer le relogement? Les textes ne prévoient absolument pas le relogement. C'est la loi de l'offre et la demande, le Préfet se contente, au mieux, d'interdire l'habitation d'un logement insalubre; après chacun se débrouille".

La Mairie a un parc immobilier, pourquoi n'intervient-elle pas? "On ne peut pas faire n'importe quoi. D'abord parce qu'on a très peu de moyens: il faudrait revoir l'ensemble des



pouvoirs des communes. Et les immigrés n'acceptent pas n'importe quoi: les foyers SONACOTRA ils les quittent dès qu'ils peuvent; les HLM, ce n'est pas toujours la solution parce qu'il se crée de véritables ghettos. A mon avis le problème c'est d'obtenir pour les immigrés des salaires décents pour qu'ils

puissent payer le prix d'un loyer. De toute manière, dès qu'on intervient, on les emmerde".

Roberto et Pierre ont pourtant l'impression d'avoir été "lachés", eux et tous les militants du GASPROM. Certes, ils reconnaissent la difficulté de régler la question du logement. "On parle des immigrés mais il y a les maghrebi ns qui, dès que leur famille arrive en France immigrer dans un HLM et puis les portugais, qui songent avant tout à rentrer au pays avec de l'argent et font le plus d'économies possible. Alors ils vivent dans des taudis. Mais en même temps, ce qu'on appelle un taudis n'est pas forcément invivable. Quand tu allais rue des Docks, un dimanche matin, tu entendais des musiques arabes, portugaises et même les Français du coin aimaient cette ambiance. Essaie donc de faire pareil dans une HLM". Il y a toujours le risque d'imposer sa vision d'occidental, mais doit-on laisser exister les pires exploitations au nom du folklore? "Ce qu'il faut, c'est qu'ils aient le choix", continue Pierre. "Il faudrait laisser aux immigrés la décision des équipements qui leur conviennent. La Mairie vous dit qu'elle va consulter les habitants pour rénover Petite Biesse et Richebourg mais si c'est une enquête administrative on sait ce que cela vaut. Et puis, rénover, cela veut dire augmenter les loyers. Les immigrés iront habiter un peu plus loin dans des logements demeurés insalubres". Toujours l'impasse, l'impossibilité de saisir la ré-

alité de l'immigration, fugitive changeante, précaire.

"Ce qui est sûr, c'est qu'on a tous tendance à parler à la place des immigrés. Il faudrait des militants immigrés, combattifs assurés, pour discuter avec les Mairies. Si on arrive à cela, le boulot du GASPROM n'aura pas été inutile," concède Pierre, désabusé.

Et l'observateur a un peu l'impression que la Mairie ne peut dialoguer directement avec les immigrés: pour l'instant elle laisse le GASPROM faire le travail le plus éprouvant et se ré-



fugie derrière les textes, l'administration, le Préfet pour ne pas se mouiller. Presque deux ans après l'arrivée de la gauche à NANTES, de nombreux militants d'associations expriment leur dépit: la Mairie ne sait pas innover, inventer. Au mieux, des bons sentiments, souvent la volonté de contrôler toute initiative, et toujours le poids du conformisme.

G. D.

Larzac



Le 2 décembre, 40 à 50 000 manifestants venaient soutenir les paysans du Larzac dans la dernière partie de la marche à Paris. Une mobilisation importante (trois cars sont partis de Nantes) qui débouche sur une entrevue avec un sous-ministre prêchant la concertation... espoir de remembrement. Bourges demantait quelques jours plus tard: le camp se fera dans son intégralité.

Lundi 18, les décrets de cessibilité permettant l'expulsion des paysans, étaient pris par l'ensemble du plateau. Leur lutte arrive donc dans une phase décisive. Le Comité Larzac de Nantes tient à élargir son audience. Il appelle les personnes et organisa-

tions à renforcer son action. Il prépare actuellement un montage diapo afin d'informer les différents quartiers nantais. Un projet sera présenté lors de la prochaine réunion, le jeudi 4 janvier à la Fraternité Protestante.

Le 2 décembre 560 livrets militaires ont été confiés aux Paysans du Larzac. Ceux-ci envisagent de les renvoyer aux autorités au cour de leurs différentes modalités d'action contre l'extension et les expulsions. 19 livrets sont actuellement coordonnés sur Nantes d'autres personnes peuvent en solidarité avec cette lutte envoyer leur livret au GRIM, 57, rue des Hauts Pavés, qui fera suivre sur le LARZAC.

Comité Larzac.

IRLANDE

10 ans de guerre



Le 14 août 1978, le Daily Mirror, journal britannique d'orientation travailliste publiait sous l'éditorial "Troops Out" que le retrait des troupes britanniques serait un acte courageux et qu'un gouvernement irlandais serait plus susceptible de réussir qu'un britannique.

Le 16 septembre 1978, un Député, leader du parti libéral britannique, déclarait à la radio que l'influence anglaise dans les affaires irlandaises a toujours été un désastre dans sa totalité.

La grande Bretagne reconnaîtrait-elle enfin l'auto-détermination du peuple irlandais?

La réponse se trouve actuellement dans ce que vit quotidiennement la minorité républicaine (de tradition catholique).

En dehors du circuit touristique suggéré par les guides on peut connaître la réalité de l'Irlande du Nord: les soldats britanniques et leurs engins blindés patrouillant dans les ghettos catholiques, un harcèlement croissant de la population (fouilles, interrogatoires), la prison pour des milliers de républicains, la torture systématique, le chômage (plus de 45 % dans certains quartiers), la misère.



En quelques mois, de janvier à septembre 1978, l'Ulster, état créé artificiellement par le gouvernement britannique, a subi une transformation assez spectaculaire.

Si les soldats britanniques, les miradors, les barbelés et les ramps (buttes de goudron empêchant les automobiles de fuir) restent notre premier contact avec le Nord, les grands axes de l'intérieur avec ses villages anglais luxueux tenteraient à nous montrer le visage d'un pays qui vit maintenant une période de paix.

Même dans le centre de Belfast, l'armée britannique paraît maintenant moins présente et dans les rues piétonnières (devenues ainsi à cause des fouilles systématiques) on retrouve l'animation de toute capitale commerçante.



Le mouvement républicain doit faire face à une nouvelle répression plus intense que jamais. Des arrestations en masse ont lieu ces derniers temps: - une vingtaine de personnes lors du 7ème anniversaire de l'internement

- une quinzaine fin août à Derry (dont un républicain de 74 ans).

De plus, on cherche à tout prix à faire taire la voix républicaine. Le centre républicain, lieu de rencontre où l'on décide de l'organisation interne des ghettos (qui fonctionne d'une façon autogestionnaire) et où le journal "Republican News" est publié, s'est fait perquisitionner et piller plusieurs fois par l'armée et dernièrement l'éditeur s'est fait arrêter comme membre de l'IRA.

La presse officielle internationale, qui se renseigne auprès des autorités britanniques, se fait toujours complice de l'oppression en passant sous silence la résistance populaire existant en ce moment en Irlande du Nord comme au Sud (exemple d'un journal régional français parlant comme d'un fait divers, sous le titre de "Nuit de violence à Belfast", du 7ème anniversaire de l'internement).

Toutes ces nouvelles tactiques opérées par la Grande-Bretagne et les états alliés pour criminaliser la résistance ne font partie que d'une même stratégie: L'ULSTERISATION.

Elle débuta par le retrait du statut politique aux prisonniers de guerre en 1976 après l'abolition de l'internement sans procès.

De même, le mouvement de la paix qui dénonçait l'IRA comme seule responsable de la violence, admit la police de la R.U.C. (Royal Ulster Constabulary), bien connue pour sa brutalité et ses techniques de torture, comme la force de l'ordre légale en Ulster. Le mouvement avait donc pour but d'isoler l'IRA de la population qui la soutenait.

Le retrait par étapes des troupes britanniques, qui s'explique par le coût financier et les dommages que lui cause l'IRA, s'inscrit aussi dans cette même politique: laisser le soin aux milices protestantes extrémistes B.special et UVF ainsi qu'à la RUC de maintenir l'ordre en Irlande du Nord.

Dix ans de résistance contre l'occupant ont fait prendre conscience au peuple de l'impérialisme politique, économique et culturel britannique qu'il subit depuis

huit siècles.

Alors que les manifestants de 68 demandaient:

- "un homme, un vote"
"du travail pour tous"
"un logement pour chaque famille"

- ceux de 78 révoquent le statut politique pour les 3000 prisonniers luttant dans les camps de concentration. Ceux-ci nus sous des couvertures refusent de porter l'uniforme des droits communs.

L'enjeu politique est de tailler reconnaître les prisonniers irlandais comme prisonniers politiques, c'est faire échouer la politique de criminalisation de la Grande-Bretagne.

Bernadette Devlin, lors d'une intervention, résume ainsi la situation:

"Il n'est juste de dire que les revendications aujourd'hui n'ont rien à voir avec celles d'il y a dix ans (...) elles apparaissent différentes parce qu'en dix ans nous avons appris pourquoi nous n'avons ni maisons, ni emploi, ni droit de vote (...).

Maintenant nous demandons la fin de toute interférence britannique en Irlande parce que nous avons découvert quelles sont les racines du problème".

En envoyant ses milices et sa police contre la population catholique l'état orangiste à démontrer clairement qu'il n'accepterait aucune réforme en son sein.

Les pogroms sanglants, les massacres perpétrés par l'armée tels que le dimanche sanglant ont favorisé le retour en force de l'IRA.

Pour les républicains la seule façon d'obtenir réellement la justice et la paix c'est de continuer une lutte révolutionnaire et anti-impérialiste. A l'aide d'une mobilisation de masse et d'une armée armée continuant la guérilla ils espèrent reconstruire une Irlande unifiée et socialiste.

Comité Peuple d'Irlande en
Lutte
1, Place Major, 44400-REZE

LA MISERE

Le même jour en Bretagne - dimanche 17 - il y avait le rassemblement au Pellerin et une série de manifestations à l'égard de la SNCF dans des petites villes (Plouant, Questembert, Quimperlé...). C'est significatif: d'un côté la détérioration du service public, de l'autre une centrale, support de multiples (sur)consommations privés et individuelles.

Traduisant et suscitant un regain d'intérêt pour le train, ces manifestations sont aussi le signe que les usagers de bases ne sont plus résignés à se laisser manipuler comme une marchandise par la direction de la SNCF. Elles appellent toutefois quelques remarques:

* Les usagers peuvent avoir des intérêts divergents: une fois monté dans le train on souhaite qu'il s'arrête le moins possible; la multiplicité des arrêts ralentit le train: au prix il est vrai du massacre de la Bretagne appelé "Plan routier breton" (Il est assez surprenant d'entendre des militants bretons (cf. un no. d'octobre d'APL) citer la prétendue lenteur (ou insuffisance...) du dit plan routier comme exemple de colonialisme français. Il saute aux yeux qu'il est plutôt une balafré (combien d'exploitations estropiées) complémentaire de l'emprise de l'agro-alimentaire, de l'automobile, du tourisme sauvage, etc... Une victime évidente = le réseau ferré breton).

On va plus vite de Nantes à Brest par la route que par le

train (de 12 à 15 arrêts intermédiaires pour 360 km).

* Plutôt que de demander à tous les rapides (comme Quimper - Toulouse) de s'arrêter dans toutes les petites villes, il serait préférable d'exiger le maintien ou la création des lignes intermédiaires semi-directes ou omnibus qui conduiraient les voyageurs aux arrêts plus importants: le scandale n'est pas tant que l'arrêt de Rosporden (5.000 hab.) soit supprimé, mais bien qu'en fermant la ligne de Concarneau, la SNCF oblige les gens de cette ville (20.000 hab.) à aller par la route prendre le train à Rosporden.

* Il faut aussi être conscient d'un fait = les usagers de la SNCF, en particulier ceux qui n'ont pas de voiture supportent mal que des gens qui prennent rarement le train perturbent le trafic ferroviaire... et reprennent la route.

L'énorme danger qui se profile très précisément actuellement est là: une libéralisation des transports inspirée du rapport Guillaumat et dont se félicitait récemment à Nantes un congrès de la Fédération Nationale des Transport Routiers (FNTR = "Ouest-France" du 27/11/78). On aurait alors une dictature absolue de la route, du poids lourd et de la voiture individuelle moyens de transport qui sont des goinfres d'énergie (pour l'usage mais aussi pour la fabrication, on l'oublie souvent!). D'où le besoin de centrales nucléaires. Nous voici de retour au Pellerin.

In lecteur

PRISONNIERS

Deux militants bretons, Lionel Chenevière et Padrig Montauzier emprisonnés avec 22 autres camarades depuis juin dernier et accusés d'attentats à l'explosif (notamment contre le Château de Versailles) ont été condamnés par la Cour de Sureté de l'Etat à 15 ans de prison ferme; vingt deux autres militants sont toujours emprisonnés dans l'attente du procès qui les condamnera aussi abusivement que Chenevière et Montauzier; tous mènent une grève de la faim depuis plusieurs semaines et certains sont dans un état alarmant.

La campagne de calomnies soigneusement menée par le Pouvoir et la Presse lors des arrestations a tenu la population à l'écart de toutes les motivations politiques de ces attentats qui ne sont pas, comme on l'a entendu, "un dévouement d'irresponsables", mais un moyen qu'ont choisi ces militants pour s'opposer à l'oppression grandissante de la masse populaire par l'Etat capitaliste et impérialiste.

Il ignore volontairement les problèmes dont il est responsable et réprime ceux qui entendent les dénoncer. 15 ans de prison pour



avoir refusé la mort du peuple breton!... L'Etat est plus préoccupé par ses vieilles pierres que par les revendications populaires.

Ces militants ont été condamnés pour avoir refusé la mort du peuple breton.

- par sa militarisation forcée (Ile Longue, Coëtquidan, Ty Fougeret, Lann Bihou...)

- par l'exode, le chômage, le pillage des ressources et de l'économie.

- par l'implantation de centrales nucléaires et la destruction de notre patrimoine naturel.

- par la destruction de sa langue, de son histoire et de sa culture.

BRETONS

Mais à travers ces condamnations c'est tout le mouvement de résistance populaire que l'on attaque.

Même si l'on n'approuve pas les moyens employés par ces militants nous devons exiger:

- le respect des libertés fondamentales et des droits de l'Homme

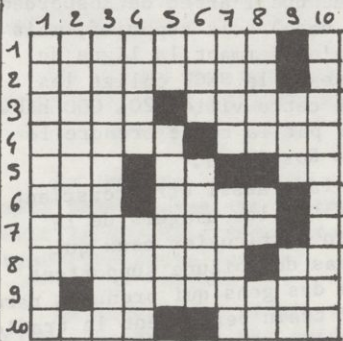
- la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat et de tous les tribunaux d'exception.

- la reconnaissance du droit des minorités à vivre, travailler et décider chez eux,

et réclamons la libération des prisonniers politiques bretons.

Pour cela un COBAR (Comité Breton Anti-Repression) vient de se réunir à Nantes et appelle toutes les personnes, les mouvements et organisations politiques à participer à la réunion de Coordination mercredi, 10 janvier 1979, à l'APL, pour tout contact: tel.: 47.03.87

mots croisés



PROBLEME N° 2

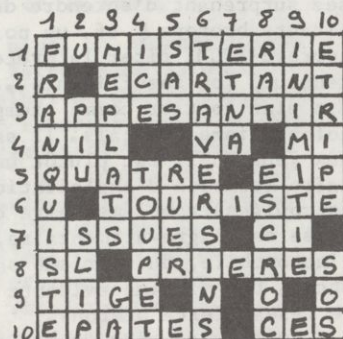
HORIZONTALEMENT

- 1 - On n'en a jamais trop
- 2 - Langue verte
- 3 - Sa route est dangereuse - Il va moins vite quand il est doublé
- 4 - Ville touristique italienne - Département ... ponctuel
- 5 - Machine à écrire qui a perdu la boule - Démonstratif inversé - Suit le docteur
- 6 - Entreprise américaine qui ne fait pas que de la couverture - Une douce
- 7 - Butées mais pas refroidies -
- 8 - Mener en bateau - Fleuve côtier
- 9 - Glougloute dans l'est
- 10 - Champion de la crosse (phonét.)
Crochet qui ne vaut pas le détour

VERTICALEMENT

- 1 - Petite pâte
- 2 - ... "de ci de là, cahin caha..."
- 3 - Symptôme grippal
- 4 - Pont de Paris - Rouge du Nord
- 5 - Drame asiatique - On y est tous passé
- 6 - Elle a laissé tomber le France (!)
Imaginaires
- 7 - On en parle cette semaine - Instrument à bec
- 8 - Récipient - Le premier - Sous les eaux
- 9 - Mettait en boule - Son fil laissé des traces
- 10 - Ensemble d'ouvertures

SOLUTION N° 7



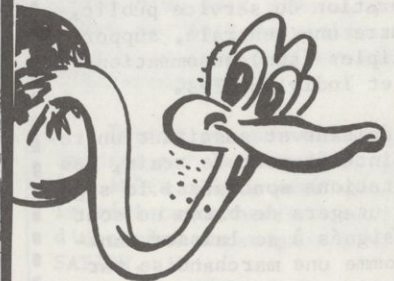
STAGES

PREFAILLES

Stage d'expression corporelle, mime, masque, imitation au clown du 7 au 14 février au centre d'accueil de Préfailles; nombre de stagiaires limité à 16, prix du stage: stage + hébergement: 600 F. Inscription Geneviève RIVES tél: 205.18.10; 20 rue du Rhin 75019 PARIS

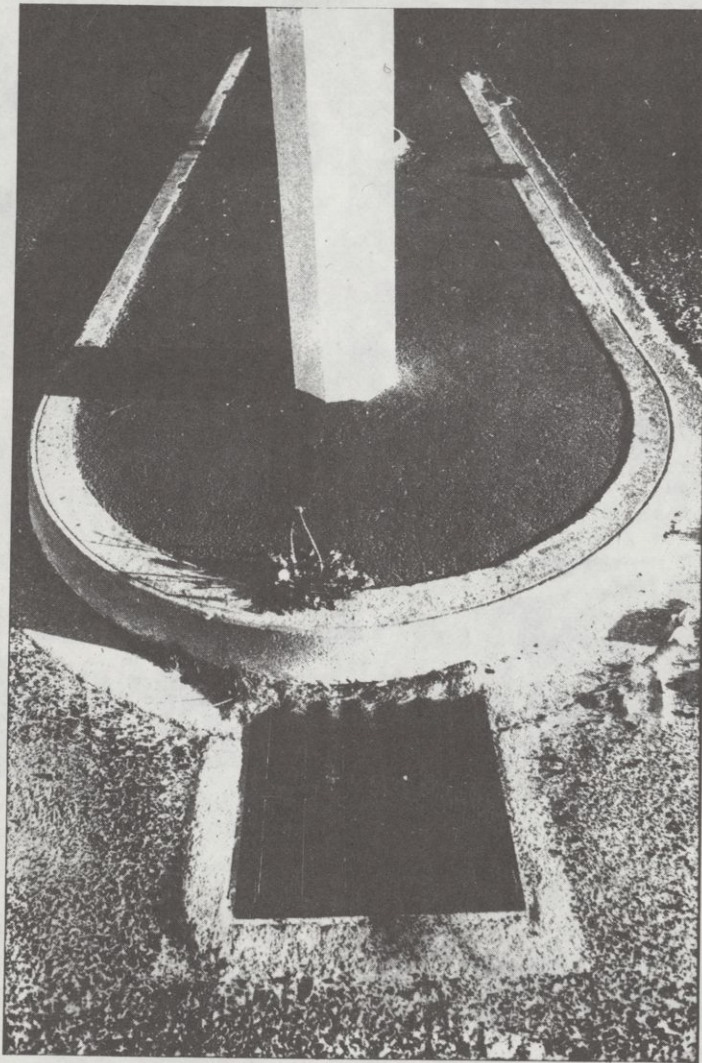
CELLES SUR BELLE

6 et 7 Janvier, stage de formation à l'expression par le cinéma d'animation, CPO Celles sur Belle, 79, participation aux frais en fonction des revenus.



EXPOPHOTO

ALAIN RETUREAU
PHOTOGRAPHIES RECENTES



DU 23 DEC. 78 AU 19 JANV. 79
GALERIE ATELIER ART VISION
15, BUTTE STE-ANNE / NANTES
ENTREE LIBRE DE 15 H. A 20 H.

BOUQUIN NOIR

Entre la centrale nucléaire de Brennilis, la base de sous-marins atomiques de l'Ile Longue, les futures mines d'uranium de Plestin les Grèves, la Bretagne Nord est résolument tournée vers le non-avenir nucléaire. Saura-t-elle tirer à temps les conséquences de la marée noire qu'elle vient de subir? Rien n'est moins sûr. En effet, tous les pouvoirs semblent s'être ligüés pour l'aveugler, la baillonner, la droguer. Quand en 198... un navire transportant les déchets radio-actifs de la centrale de Plogoff aura coulé au large des Sept-Iles vides d'oiseaux, les petits bretons sur les routes de l'exode pourront demander à leur parents: "qu'avez-vous fait en 1978?"

Un livre tente de faire le récit des événements qui ont suivi le naufrage de l'Amoco Cadix dans la nuit du 16 mars 1978 et d'analyser les conséquences de cette catastrophe. Mais il ne s'agit pas que d'un "aide-mémoire". Outre des faits scandaleux qui étaient restés cachés, il dénonce les impasses d'une société qui accumule les marchandises au point d'étouffer la vie.

LES DENTS DU PROGRES
(La marée noire de l'Amoco Cadix) par François de Beaulieu aux Editions du Sycomore 150 pages et 16 photos, parution le 15 novembre, Commandes directes à Morlaix-Ecologie (c/o Le Diguierher, 2, rue Bakounine, 29210 - MORLAIX). 35 F port compris. A partir de 5 exemplaires, 33 % de réduction, 24 F pièce.

THEATRE FOU

Compagnie du Théâtre Fou

Prévert à Corps et à Cri...

1h 40 de spectacle où Prévert et sa poésie cotoient sans cesse les corps en mouvement de pantins désarticulés, les lumières et musique d'un rêve étrange, des voix sorties de leur quotidien pour nous interpeller, un décors composé et décomposé d'objets sans cesse déplacés, une couleur d'un violet...

Théâtre Fou, troupe de théâtre très mal aimée de la Municipalité et de la Presse Officielle, dérange sans cesse par son théâtre, son autonomie, sa grande gueule son m'enfoutisme, sa fainéantise, ses provocations.

Durant cette semaine, animer la ville sans Père Noël, ni guirlande, ni cadeaux.

27, 28, 29, dec Salle Vasse
21h

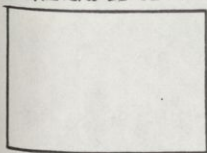
PUB PRESSE

"BOULIMIE SUBITE DES CHEVAUX"

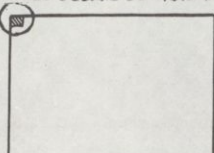
Petit journal nantais qui fait dans l'humour, se propose de sortir le 15 de chaque mois. Le no.1 qui est paru est excellent, le no. 2 sera encore meilleur... Qu'on se le dise!

on vous a gardé le meilleur dessin:

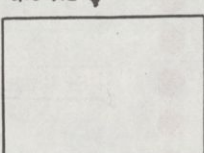
SI CECI ETAIT LE CHATEAU DE VERSAILLES



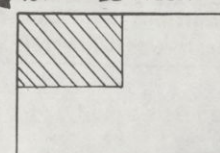
CECI REPRESENTERAIT LES DEGATS DE L'ATTENTAT



SI CECI ETAIT UNE VIE



CECI REPRESENTERAIT 15 ANS DE PRISON



PETITES ANNONCES

"Dispose trois places Nantes-Maroc, Départ lundi 8 janvier au matin, participation aux frais 150 F. Ecrire: BROUSTAL, Philippe, 4, rue d'Orléans, 44000 - Nantes.

CETTE SEMAINE

**PROCHAIN N°
LE 9 JANVIER 1979**

NANTES

Jeudi 28 Décembre

■ 20h30 réunion nucléaire et
emploi au local de l'APL 26 bis
Bvd R. Schuman.

Mercredi 3 Janvier.

■ 14h30 Pour Enfants:
"L'île Noire" Cinémercredi
Salle Vasse.

■ 17H Pour Adolescents :
" Monstres de l'espace "
Cinémercredi

Jeudi 4 Janvier

■ 21h " Chabotinage " par le
Théâtre du Jet d'eau (de
Metz) Théâtrequipe 5 rue du
Ballet.

Egalement Vendredi 5 et Samedi 6
Janvier.

CENTRE NANTAIS DE CULTURE CELTIQUE

Samedi 6 Janvier:

- Fest noz & Chéméré
- Fest Noz à Saint Jean de Boi-
seau, salle municipale.

SAINT NAZAIRE

Du 21 au 31 décembre: ANIMATION
DE RUES " le Palais des Merveilles

BLAIN

Mardi 9 Janvier

■ 20h40 " Dupont la Joie", suivi
d'un débat sur le racisme. Ciné
Club de Blain.

NANTES

Jusqu'au 12 Février, l'Homme et son
corps dans la société tradi-
tionnelle, au Chateau des Ducs.

SOMMAIRE

BREVES

...p.2

NUCLEAIRE

Une semaine d'action ...p.3,4,5,6

B.D.

...p.7

OUVRIERS

Brissonneau ...p.8,9

Grève C.E.T.E. ...p.9

Court circuit à

St Nazaire ...p.10,11
12,13

IMMIGRES

T'Habites où Ahmed ...p.14,15

ARMEE

Larzac ...p.15

INTERNATIONAL

Irlande, 10 ans de guerrep.16,17

BREIZH

Trains Bretons ...p. 17

Prisonniers Bretons ...p. 18

CULTURE

Mots croisés ...p. 18

Théâtre, bouquins,

Photos ...p. 19

ABONNEMENT APL

Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.

Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.

Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :

Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest**
et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux
faire connaître le journal.

Les textes peuvent être apportés
toute la semaine.

Le vendredi de 16h à 19h30
réunion de rédaction ouverte à
tous.

A partir de 21h discussion
générale sur tous les sujets
d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17h-19h

Téléphone : 76.26.33